

Accord national interprofessionnel
RETRAITE DES SALARIÉS NON CADRES
(Accord du 8 décembre 1961)
(15 mars 1988)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)
(Etendu par arrêté du 21 juin 1988,
Journal officiel du 30 juin 1988)

AVENANT N° 135 DU 9 JUIN 2015
MODIFIANT LES ARTICLES 11 ET 12 DE L'ANNEXE A
NOR : ASET1550657M

Entre :

La CGPME ;

L'UPA ;

Le MEDEF,

D'une part, et

La CGT ;

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les articles 11 et 12 de l'annexe A à l'accord du 8 décembre 1961 sont modifiés comme suit :

Article 11 de l'annexe A :

L'article 11 est désormais libellé comme suit :

« 1. Déclaration des rémunérations nécessaire
au calcul des cotisations

a) A compter du 1^{er} janvier 2016, pour le calcul des cotisations, l'entreprise est tenue d'établir chaque mois à destination de son institution d'adhésion une déclaration sociale nominative (DSN) comportant les rémunérations destinées à l'établissement de l'assiette des cotisations.

En l'absence de fourniture de la déclaration sociale nominative par l'entreprise, les cotisations sont estimées sur la base de la dernière assiette déclarée ayant fait l'objet d'un calcul de cotisations. L'assiette des cotisations est régularisée après production de la déclaration des rémunérations.

b) Pour le calcul des cotisations dues au titre des exercices antérieurs à 2016, l'entreprise est tenue d'établir un état nominatif annuel des salaires (ENA) et de l'adresser à son institution d'adhésion avant le 1^{er} février de l'année suivante.

L'entreprise qui ne produit pas l'état nominatif annuel des salaires est redevable, après mise en demeure, de cotisations d'un montant égal, à titre provisionnel, à 110 % de celles dues pour la même période au cours du précédent exercice. La régularisation intervient après production de la déclaration de salaires.

En cas de production tardive de l'état nominatif annuel des salaires, une pénalité de retard est due dont le montant est fixé par l'ARRCO.

2. Responsabilité et périodicité du paiement des cotisations

a) L'entreprise est, sauf exceptions accordées par le conseil d'administration de l'ARRCO, responsable du paiement de la totalité des cotisations.

La contribution du participant est précomptée lors de chaque paie par l'entreprise qui agit en qualité de mandataire de l'institution.

Le versement de cette contribution est effectué par l'entreprise en même temps que celui de la cotisation à sa charge.

b) Les cotisations dues par les entreprises de plus de 9 salariés font l'objet de versements mensuels.

c) Les cotisations dues par les entreprises de moins de 10 salariés font l'objet de versements trimestriels. Ces entreprises ont toutefois la possibilité d'opter pour le paiement mensuel à effet du 1^{er} janvier de l'exercice suivant.

d) Les versements de cotisations donnent lieu à une régularisation progressive, telle que définie à l'article R. 243-10, alinéa 3, du code de la sécurité sociale.

e) Toutefois, les versements peuvent être annuels pour les seules entreprises n'employant que du personnel saisonnier, des apprentis ou des enseignants contractuels de l'enseignement agricole privé, n'ayant aucun salarié permanent et dont le montant annuel des cotisations n'excède pas 1 500 €.

f) Les dates de ces versements sont fixées par une délibération du conseil d'administration de l'institution ou, le cas échéant, par le règlement intérieur de l'institution, sans préjudice des mesures d'ordre général prises par la commission paritaire ou par l'ARRCO.

3. Exigibilité et date limite de paiement des cotisations

a) Les cotisations, calculées sur les salaires payés au cours de chaque mois civil, sont exigibles dès le premier jour du mois civil suivant.

b) Les cotisations, calculées sur les salaires payés au cours de chaque trimestre civil, sont exigibles dès le premier jour du trimestre civil suivant.

c) Les cotisations calculées annuellement sont exigibles dès le premier jour de l'année suivante.

d) Les entreprises disposent d'un délai de 1 mois à compter de la date d'exigibilité pour le versement de leurs cotisations. Le versement doit être effectif au dernier jour ouvré du mois. Afin de permettre le respect de cette règle en cas de paiement par chèque, la date limite d'envoi du chèque est fixée au 25 du mois.

e) Une majoration de retard est applicable, dans les conditions prévues à l'article 12 de l'annexe A, à toutes les cotisations dont le paiement est effectué après la date limite de paiement effectif.

f) Des exceptions aux règles de recouvrement sont accordées par le conseil d'administration de l'ARRCO aux institutions qui ont des circuits particuliers de recouvrement, et notamment à celles qui font gérer leurs contentieux par le régime de base. »

Article 12 de l'annexe A :

Le titre du 1 est désormais le suivant :

« 1. Taux de majoration des cotisations versées tardivement »

Le début du 1^{er} alinéa est désormais libellé comme suit :

« Les cotisations qui n'ont pas été acquittées à la date limite de paiement sont affectées... »

Le reste de l'alinéa est inchangé.

Dans le 2^e alinéa, les termes « cotisations tardives » sont remplacés par « cotisations versées tardivement ».

Dans le 3^e alinéa, les termes « les dispositions du précédent alinéa » sont remplacés par « les dispositions du premier alinéa ».

Dans le 4^e alinéa, les termes « 2^e alinéa » sont remplacés par « 3^e alinéa ».

Dans le 5^e alinéa, sont ajoutés *in fine* les termes « de majorations de retard ».

Les deux derniers alinéas du 1 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« L'examen des demandes de remise de majorations de retard est subordonné au règlement préalable par l'entreprise de la totalité des cotisations dont elle est redevable.

Les majorations de retard, à la charge exclusive de l'employeur, sont appliquées à l'ensemble des cotisations dues par celui-ci tant pour son propre compte que pour celui des participants. Elles ne donnent pas droit à inscription de points de retraite. »

Le 2, intitulé « Affectation du produit des majorations de retard », est inchangé.

Article 2

Les dispositions du présent avenant s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2016.

Fait à Paris, le 9 juin 2015.

(Suivent les signatures.)